

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2023, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2024 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 31 juillet 2024.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	4
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	5
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	14
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants.....	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec Woodbridge, actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées.....	22
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2024 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	22
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	23
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	23
• Annexes – Des informations supplémentaires	25

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Au 30 septembre 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Bien que nous ayons toujours exclu la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles identifiables acquises autres que les logiciels du résultat ajusté, cette modification nous permet d'harmoniser le traitement de la dotation aux amortissements de toutes nos immobilisations incorporelles acquises. Les montants des périodes antérieures ont été retraités pour en assurer la comparabilité.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
IA	Intelligence artificielle
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
programme de transformation	Initiative sur deux ans, achevée en décembre 2022, qui visait à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et à la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
AM	Apprentissage machine
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Woodbridge	The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant
YPL	York Parent Limited, l'entité qui détenait nos actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters (NYSE / TSX : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que nos clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées.



Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle (IA) générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de gestion des processus conçues pour aider les clients à mettre en œuvre leur transformation numérique et à atteindre leurs objectifs commerciaux.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en audit et en comptabilité des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux automatisés propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.



Reuters News

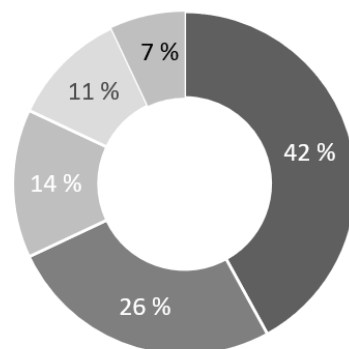
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux professionnels des marchés financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.



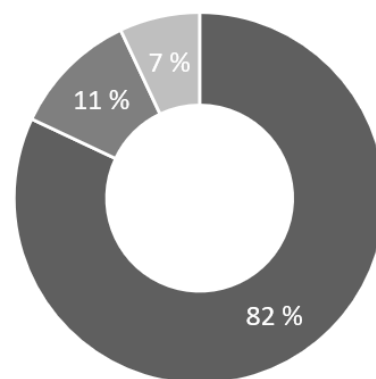
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du deuxième trimestre de 2024



- Professionnels du droit (42 %)
- Grandes sociétés (26 %)
- Fiscalité et comptabilité (14 %)
- Reuters News (11 %)
- Publications mondiales (7 %)



- Produits récurrents (82 %)
- Transactions (11 %)
- Publications mondiales (7 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenu, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Faits saillants financiers

Les produits ont continué sur leur lancée au deuxième trimestre. Nos produits des activités ordinaires ont augmenté de 6 % par rapport au deuxième trimestre de 2023, tant sur une base totale qu'interne, ce qui reflète la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions dans nos 3 grands secteurs. L'intérêt pour nos produits d'IA générative demeure élevé et nous continuons de progresser dans l'exécution de notre stratégie à l'égard de nos produits et de notre plan d'investissement. Notre bénéfice d'exploitation a diminué de 50 % au deuxième trimestre, principalement parce que la période antérieure comprenait un profit de 347 M\$ à la vente d'une participation majoritaire dans notre entreprise Elite. Notre BAIIA ajusté a diminué de 2 %, et la marge connexe a diminué pour s'établir à 37,1 %, comparativement à 40,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des produits des activités ordinaires ayant été plus que contrebalancée par les placements visant à nous positionner en vue d'une croissance soutenue et par l'incidence des acquisitions.

Vu notre excellente performance au chapitre des produits des activités ordinaires au premier semestre de l'exercice, nous avons revu à la hausse nos perspectives pour l'exercice 2024 en ce qui a trait à la croissance du total des produits des activités ordinaires et à la croissance interne des produits des activités ordinaires pour l'ensemble de la société et pour nos 3 grands secteurs afin de refléter la tranche supérieure des fourchettes que nous avons fournies dans nos perspectives, le 2 mai 2024. Nous avons également revu nos prévisions pour les éléments de la dotation aux amortissements des logiciels et pour la charge d'intérêts. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important. Au deuxième trimestre de 2024, nous avons vendu le reste de nos actions de LSEG et en avons tiré un produit brut de 0,6 G\$. Nous avons clos notre programme de rachat d'actions actuel avec une redistribution de 287 M\$ aux actionnaires. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'information à ce sujet.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2024	2023	Variation		2024	2023	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 740	1 647	6 %		3 625	3 385	7 %	
Bénéfice d'exploitation	415	825	(50) %		972	1 333	(27) %	
Résultat dilué par action	1,86 \$	1,90 \$	(2) %		2,92 \$	3,49 \$	(16) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 740	1 647	6 %	6 %	3 625	3 385	7 %	7 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				6 %				8 %
BAlIA ajusté	646	662	(2) %	(2) %	1 452	1 339	8 %	8 %
Marge du BAlIA ajusté	37,1 %	40,1 %	(300) pb	(330) pb	40,0 %	39,4 %	60 pb	40 pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	498	537	(7) %		1 170	1 093	7 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	28,6 %	32,6 %	(400) pb		32,2 %	32,2 %	-	
Résultat ajusté par action	0,85 \$	0,88 \$ ¹⁾	(3) %	(5) %	1,97 \$	1,71 \$ ¹⁾	15 %	15 %
3 grands secteurs								
Produits des activités ordinaires	1 419	1 326	7 %	8 %	2 975	2 757	8 %	8 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				8 %				9 %
BAlIA ajusté	581	597	(3) %	(3) %	1 297	1 218	7 %	7 %
Marge du BAlIA ajusté	41,0 %	44,9 %	(390) pb	(430) pb	43,5 %	44,0 %	(50) pb	(50) pb

1) Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Les montants de la période correspondante de 2023 ont été révisés afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 420	1 323	7 %	8 %	8 %	2 846	2 646	8 %	8 %	8 %
Produits tirés des transactions	197	191	4 %	4 %	5 %	532	468	14 %	15 %	15 %
Produits du secteur Publications mondiales	123	133	(8) %	(7) %	(7) %	247	271	(9) %	(9) %	(9) %
Produits des activités ordinaires	1 740	1 647	6 %	6 %	6 %	3 625	3 385	7 %	7 %	8 %

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 6 % au total et en devises constantes, du fait de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. L'apport des acquisitions a été contrebalancé par la perte de produits qui a suivi la cession de notre entreprise Elite. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 8 % des produits récurrents (82 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 5 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 7 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour le semestre, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 7 % au total et en devises constantes, du fait de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Le total des produits des activités ordinaires a subi une incidence négative de 1 %, car la perte de produits des activités ordinaires liée à la cession de l'entreprise Elite a plus que contrebalancé l'apport des acquisitions. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 8 %, en raison de la hausse de 8 % des produits récurrents (78 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 15 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 9 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour les deux périodes, les mouvements du change ont eu une incidence nette nulle sur la croissance des produits des activités ordinaires consolidés.

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs se sont accrus de 7 % au total et de 8 % en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 8 %, ce qui s'explique par la hausse de 9 % des produits récurrents et de 5 % des produits tirés des transactions. Pour le semestre, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs se sont accrus de 8 % au total et en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence nette nulle sur la croissance des produits des activités ordinaires. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 9 %, ce qui s'explique par la hausse de 9 % des produits récurrents et de 11 % des produits tirés des transactions. Pour les deux périodes, les 3 grands secteurs ont représenté environ 82 % du total de nos produits des activités ordinaires.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 50 % et de 27 % au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement, principalement parce que les périodes correspondantes de 2023 comprenaient un profit de 347 M\$ à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite.

Au deuxième trimestre, le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte du profit à la vente d'Elite ni d'autres éléments, a diminué de 2 %, et la marge connexe a diminué pour s'établir à 37,1 %, comparativement à 40,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des produits des activités ordinaires ayant été plus que contrebalancée par la hausse des coûts, ce qui comprenait des investissements de croissance et l'incidence des acquisitions. Au cours du semestre, le BAIIA ajusté s'est accru de 8 % et la marge connexe a augmenté pour passer de 39,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent à 40,0 %, la hausse des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé l'augmentation des coûts. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 30 pb et de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont diminué au deuxième trimestre en raison de la baisse du BAIIA ajusté et de la hausse des dépenses d'investissement à payer. Au cours du semestre, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer a augmenté, car la hausse du BAIIA ajusté a plus que compensé l'augmentation des dépenses d'investissement à payer. La marge connexe est demeurée inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2024	2023	Variation		2024	2023	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 090	990	10 %	12 %	2 171	2 064	5 %	6 %
Déduire : ajustements de juste valeur¹⁾	6	(1)			8	(5)		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 096	989	11 %	12 %	2 179	2 059	6 %	6 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes, car la hausse des charges liées aux acquisitions, des participations et des charges liées aux produits, à la commercialisation et aux ventes attribuable à la croissance des produits des activités ordinaires a plus que compensé la baisse des coûts attribuable à la cession d'Elite en juin 2023.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	29	29	(2) %	57	59	(3) %
Dotation aux amortissements des logiciels						
Développement en interne	117	107	10 %	232	218	6 %
Logiciels acquis	37	20	81 %	75	27	176 %
Total de la dotation aux amortissements des logiciels	154	127	22 %	307	245	25 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiées	23	23	(1) %	48	48	(1) %

- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles est demeurée essentiellement inchangée pour le deuxième trimestre et a légèrement diminué pour le semestre.
- Le total de la dotation aux amortissements des logiciels a augmenté en raison des acquisitions et du développement de produits.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables n'a pour l'essentiel pas changé pour les deux périodes, car la hausse des charges liée aux acquisitions récentes a été annulée par l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	(29)	347	(70)	364

Au cours des deux périodes de 2024, le montant net des autres pertes d'exploitation comprend une perte de valeur d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, qui reflète une baisse de la valeur de son avoir immobilier commercial. Le premier semestre de 2024 comprend également des coûts de transactions liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à une provision liée aux questions juridiques. Aux deux périodes de 2023, le montant net des autres profits d'exploitation comprenait un profit de 347 M\$ à la vente d'une participation majoritaire dans notre entreprise Elite. Le premier semestre de 2023 comprenait également un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne détenue en propriété exclusive à une société affiliée à Woodbridge.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Charge d'intérêts, montant net	36	34	7 %	76	89	(15) %

Le montant net de la charge d'intérêts a augmenté au deuxième trimestre en raison de la baisse du produit d'intérêts, qui a plus que compensé le recul de la charge d'intérêts liée aux emprunts sous forme de papier commercial et du remboursement de nos billets à 4,30 % de 600 M\$ à leur échéance en novembre 2023. Au cours du semestre, le montant net de la charge d'intérêts a diminué en raison de la baisse de la charge d'intérêts sur nos emprunts qui a plus que contrebalancé la baisse du produit d'intérêts. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme porte intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres (produits) charges financières

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Autres (produits) charges financières	(2)	102	(24)	192

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2024, les autres produits financiers comprennent principalement le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2023, les autres charges financières comprenaient des pertes de 66 M\$ et de 135 M\$, respectivement, attribuables aux contrats de change sur des instruments visant à réduire le risque de change sur une partie de notre participation indirecte dans LSEG, qui était libellée en livres sterling, ainsi que le montant net des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
YPL	68	421	68	995
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(7)	(2)	(15)	(6)
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	61	419	53	989

En mai 2024, nous avons vendu le reste de nos actions de LSEG détenues indirectement par l'intermédiaire de YPL. Nous avons comptabilisé la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, nous avons conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de notre placement.

Notre quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt de notre participation dans YPL se compose de ce qui suit :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
(Diminution) augmentation du cours de l'action de LSEG	(36)	220	(86)	692
Profits (pertes) de change sur les actions de LSEG	3	113	(3)	278
Dividendes	6	45	6	45
Perte sur contrat à terme	–	–	–	(77)
Profit sur options d'achat	–	–	22	–
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres¹⁾	95	43	129	57
YPL – Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	68	421	68	995

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de notre participation dans YPL.

(Produit) charge d'impôt

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
(Produit) charge d'impôt	(402)	219	(335)	415

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, le produit d'impôt s'est respectivement élevé à 402 M\$ et à 335 M\$, en raison d'un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à de nouvelles lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire notre capacité à déduire la charge d'intérêts de nos revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que nous nous attendons maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, que nous n'avions pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En janvier 2024, nous avons commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et adopté dans les principaux territoires où nous exerçons nos activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, le produit d'impôt sur le résultat comprenait un montant de 5 M\$ et de 7 M\$, respectivement, en charge d'impôt complémentaire, attribuable aux bénéfices que nous avons réalisés en Suisse.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, la charge d'impôt s'est élevée à 219 M\$, ce qui tenait compte d'une charge d'impôt de 97 M\$ liée à la quote-part qui nous revient du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, la charge d'impôt s'est élevée à 415 M\$, ce qui tenait compte d'une charge d'impôt de 233 M\$ liée à la quote-part qui nous revient du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour les deux périodes de 2023, des charges de 78 M\$ au titre de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite ainsi que des produits de 24 M\$ se rapportant au règlement d'un contrôle fiscal ont été comptabilisés.

En outre, le produit ou la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023 ¹⁾	2024	2023 ¹⁾
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Comptabilisation d'un actif d'impôt différé ²⁾	(468)	—	(468)	—
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ³⁾	—	—	(15)	—
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ⁴⁾	—	1	—	1
Ajustements de l'impôt différé ⁵⁾	(2)	(3)	2	(3)
Total partiel	(470)	(2)	(481)	(2)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	(8)	(5)	(17)	(7)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(5)	(6)	(11)	(12)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	(7)	78	(12)	77
Autres (charges) produits financiers	(2)	(15)	(8)	(31)
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	12	97	7	233
Autres éléments	2	(1)	1	(2)
Total partiel	(8)	148	(40)	258
Total	(478)	146	(521)	256

1) Données retraitées afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.

2) Se rapporte aux nouvelles lois fiscales promulguées au Canada.

3) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison du règlement d'un litige fiscal.

4) Se rapportent essentiellement à des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs.

5) Se rapportent essentiellement aux ajustements d'actifs d'impôt différé attribuables à une filiale non américaine.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
(Produit) charge d'impôt	(402)	219	(335)	415
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	478	(146)	521	(256)
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	1	5	10	3
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	77	78	196	162

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(3)	5	11	24

Pour toutes les périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait principalement du bénéfice ou de la perte découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Le bénéfice ou la perte était attribuable aux fluctuations des taux de change et d'intérêt. Le premier semestre de 2024 rendait également compte de l'incidence favorable de la reprise de provisions qui ne sont plus requises en raison du règlement de litiges fiscaux.

Bénéfice net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2024	2023	Variation		2024	2023	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Bénéfice net	841	894	(6) %		1 319	1 650	(20) %	
Résultat dilué par action	1,86 \$	1,90 \$	(2) %		2,92 \$	3,49 \$	(16) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Résultat ajusté	385	412	(7) %		888	808	10 %	
Résultat ajusté par action	0,85 \$	0,88 \$	(3) %	(5) %	1,97 \$	1,71 \$	15 %	15 %

1) Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Les montants des périodes correspondantes de 2023 ont été révisés afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué aux deux périodes. Les deux périodes correspondantes de l'exercice précédent tenaient compte d'un profit à la vente de notre entreprise Elite et reflétaient une augmentation importante de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Les deux périodes de l'exercice considéré comprennent un produit d'impôt hors trésorerie de 468 M\$ lié aux lois fiscales promulguées au Canada.

Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action, dont sont exclus le profit à la vente d'Elite, les variations de la valeur de notre participation dans LSEG, le produit d'impôt hors trésorerie ainsi que d'autres ajustements, ont diminué au deuxième trimestre en raison du recul du BAIIA ajusté ainsi que de la hausse des amortissements des logiciels développés en interne et de l'augmentation de l'impôt. Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action ont augmenté au cours du semestre en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Pour les deux périodes, le résultat dilué par action et le résultat ajusté par action ont été avantagés par la réduction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en raison des rachats d'actions et de notre opération de remboursement de capital en juin 2023.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024. Nous évaluons la croissance des produits des activités ordinaires de chaque secteur et des entreprises au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	702	667	5 %	5 %	8 %	1 400	1 339	5 %	5 %	8 %
Produits tirés des transactions	25	38	(34) %	(33) %	3 %	48	80	(40) %	(39) %	3 %
Produits des activités ordinaires	727	705	3 %	3 %	7 %	1 448	1 419	2 %	2 %	7 %
BAIIA ajusté sectoriel	327	345	(5) %	(6) %		669	663	1 %	1 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	45,0 %	48,9 %	(390) pb	(440) pb		46,2 %	46,7 %	(50) pb	(60) pb	

Les produits des activités ordinaires ont modérément augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes, la croissance interne des produits des activités ordinaires de 7 % et l'apport de nos acquisitions ayant été en partie compensés par la perte de produits des activités ordinaires liée à la cession de l'entreprise Elite. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison de l'accroissement des produits récurrents (97 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (3 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre). La croissance interne des produits récurrents a été alimentée par Westlaw, Practical Law, CoCounsel et les activités internationales du secteur. La migration des clients d'un produit du secteur Publications mondiales à Westlaw a fait croître les produits des activités ordinaires d'un exercice à l'autre de 5 M\$ au deuxième trimestre et de 9 M\$ pour le semestre. La croissance interne des produits tirés des transactions est attribuable aux activités internationales du secteur.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué au deuxième trimestre et a légèrement augmenté au premier semestre. Les marges connexes ont diminué au cours des deux périodes. La performance des deux périodes reflète la hausse des investissements ainsi que l'incidence des acquisitions. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel de 50 pb au deuxième trimestre et de 10 pb pour le semestre.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	382	340	12 %	13 %	10 %	752	666	13 %	13 %	10 %
Produits tirés des transactions	60	52	16 %	17 %	1 %	197	161	23 %	23 %	11 %
Produits des activités ordinaires	442	392	13 %	13 %	8 %	949	827	15 %	15 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	163	163	-	-		356	317	12 %	12 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,8 %	41,6 %	(480) pb	(500) pb		37,3 %	38,2 %	(90) pb	(100) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes, notamment en raison de l'apport de notre acquisition de Pagero. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 8 % au cours du deuxième trimestre du fait de l'augmentation des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre) alimentée par Pagero, Practical Law, CLEAR, Indirect Tax et les activités internationales du secteur. Les produits tirés des transactions (14 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre) ont augmenté de 1 % sur une base interne, ce qui reflète un ralentissement prévu de la croissance découlant de la forte demande saisonnière des produits liés à l'impôt de ce secteur au premier trimestre de 2024. Pour le semestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires de 10 % est attribuable à la forte croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance interne des produits tirés des transactions comprend la croissance des entreprises Confirmation et Trust.

Le BAIIA ajusté sectoriel est demeuré stable et la marge connexe a diminué au deuxième trimestre en raison d'investissements et de l'incidence de l'acquisition de Pagero. Au cours du semestre, le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté du fait surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires alors que la marge connexe a légèrement diminué. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb au deuxième trimestre et de 10 pb pour le semestre sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	179	167	7 %	10 %	10 %	378	343	10 %	12 %	12 %
Produits tirés des transactions	71	62	15 %	16 %	11 %	200	168	19 %	20 %	13 %
Produits des activités ordinaires	250	229	9 %	12 %	10 %	578	511	13 %	15 %	12 %
BAIIA ajusté sectoriel	91	89	3 %	5 %		272	238	14 %	16 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,8 %	38,5 %	(170) pb	(190) pb		47,1 %	45,7 %	140 pb	140 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, en raison notamment de l'apport de l'acquisition de SurePrep au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'explique par l'augmentation des produits récurrents (72 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (28 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre). La croissance interne des produits récurrents a été alimentée par les entreprises en Amérique latine du secteur et les produits d'audit. La croissance interne des produits tirés des transactions est attribuable à SurePrep et à Confirmation. Au cours du semestre, la croissance interne des produits récurrents et des produits tirés des transactions a été touchée favorablement par la croissance des produits des activités ordinaires d'UltraTax.

Le BAIIA ajusté sectoriel a légèrement progressé et la marge connexe a diminué au cours du deuxième trimestre en raison de la hausse des investissements. Pour le semestre, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'accroissement des charges, y compris les investissements. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb au deuxième trimestre sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, mais n'ont eu aucun effet pour le semestre.

Le secteur Fiscalité et comptabilité est le secteur de la société qui affiche le plus de variations saisonnières, environ 60 % de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice complet étant habituellement enregistrés au premier et au quatrième trimestre. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée au premier et au quatrième trimestre puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	164	155	6 %	7 %	4 %	328	310	6 %	7 %	4 %
Produits tirés des transactions	41	39	6 %	7 %	2 %	87	59	48 %	49 %	41 %
Produits des activités ordinaires	205	194	6 %	7 %	4 %	415	369	13 %	13 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	51	45	13 %	14 %		111	74	50 %	51 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	24,8 %	23,1 %	170 pb	140 pb		26,6 %	20,0 %	660 pb	660 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes, en raison notamment de l'incidence positive de nos acquisitions. Sur une base interne, la croissance des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre a été stimulée par les activités de l'agence et par une hausse des prix contractuels pour l'entente aux termes de laquelle des nouvelles et du contenu éditorial sont fournis à l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG. Au cours du semestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires a été stimulée par les produits tirés des licences d'utilisation de contenu lié à l'IA générative, qui représentent pour l'essentiel des produits tirés des transactions.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Au premier semestre de 2024, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 192 M\$ aux termes de cette entente, contre 184 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel et de la marge connexe aux deux périodes est surtout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb au deuxième trimestre sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, mais n'ont eu aucun effet pour le semestre.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	123	133	(8) %	(7) %	(7) %	247	271	(9) %	(9) %	(9) %
BAIIA ajusté sectoriel	43	53	(18) %	(18) %		90	103	(12) %	(12) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	35,2 %	39,7 %	(450) pb	(450) pb		36,7 %	38,1 %	(140) pb	(150) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, au cours des deux périodes, conformément à nos attentes. Les baisses des produits des activités ordinaires des deux périodes reflètent l'incidence de la migration de clients d'un produit du secteur Publications mondiales à Westlaw. Compte non tenu de l'incidence de cette migration, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales ont reculé de 5 % au deuxième trimestre et de 6 % au cours du semestre sur une base interne.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué au cours des deux périodes, du fait principalement de l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel au deuxième trimestre, mais ont eu une incidence favorable de 10 pb au cours du semestre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Charges liées au siège social	29	33	46	56

Les charges liées au siège social ont diminué au cours des deux périodes en raison surtout de la baisse des charges liées à certaines unités fonctionnelles du siège social.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour le financement des remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Au premier semestre de 2024, nous avons touché un produit brut de 1,9 G\$ en lien avec la vente des 16,0 millions d'actions restantes de LSEG. Nous avons fait l'acquisition de Pagero et de World Business Media pour un montant totalisant 810 M\$. Pagero est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, et World Business Media est un fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités. Nous avons également racheté une tranche de 639 M\$ de nos actions ordinaires, ce qui a mis un terme à notre plan de racheter des actions ordinaires jusqu'à concurrence de 1,0 G\$ annoncé le 1^{er} novembre 2023. Se reporter au paragraphe « Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » plus bas pour un complément d'information.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de faire face à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le conflit en cours entre Israël et le Hamas, nos activités dans ces régions ne sont pas significatives pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous continuons de cibler i) un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté, ii) la distribution de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires, iii) la distribution d'au moins 75 % de nos flux de trésorerie disponibles annuels à nos actionnaires sous forme de dividendes et de rachat d'actions et iv) un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps.

Au 30 juin 2024, nos fonds en caisse s'élevaient à 1,7 G\$, y compris une partie du produit de la vente d'actions de LSEG. Par conséquent, notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à 0,6 pour 1 au 30 juin 2024, ce qui est bien inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,5 pour 1 au 30 juin 2024, ce qui est aussi bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nos prochaines échéances de la dette sont prévues pour septembre 2024 et mai 2025.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2024	2023	Variation (en \$)	2024	2023	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	705	695	10	1 137	962	175
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	324	1 633	(1 309)	967	3 301	(2 334)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 245)	(1 160)	(85)	(1 715)	(2 475)	760
Écarts de conversion	(3)	–	(3)	(5)	1	(6)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(219)	1 168	(1 387)	384	1 789	(1 405)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 901	1 690	211	1 298	1 069	229
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 682	2 858	(1 176)	1 682	2 858	(1 176)
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	541	596	(55)	812	729	83

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 10 M\$ au deuxième trimestre, malgré un fonds de roulement réduit par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation au cours du semestre est attribuable à l'accroissement de la trésorerie lié à l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les résultats du premier semestre de 2023 comprenaient également des paiements de 74 M\$ se rapportant à notre programme de transformation, que nous avons achevé en 2022.

Activités d'investissement. En 2024, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement comprenaient un produit de 610 M\$ et de 1 854 M\$ tiré de la vente d'actions de LSEG pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement. Ces entrées de trésorerie ont été en partie contrebalancées par l'impôt payé sur la vente d'actions de LSEG ainsi que sur la vente de certaines entreprises, de 121 M\$ et de 137 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement. Les activités d'investissement comprennent également des dépenses d'investissement de 152 M\$ au deuxième trimestre et de 297 M\$ au premier semestre. Les résultats du semestre tiennent également compte des dépenses liées aux acquisitions de 455 M\$, principalement liées à l'acquisition de Pagero et de World Business Media. Nous avons dépensé un montant additionnel de 384 M\$ pour acquérir la tranche restante de Pagero auprès des actionnaires minoritaires, ce qui est reflété dans les activités de financement ci-dessous.

En 2023, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement comprenaient le produit tiré de la vente d'actions de LSEG de 1 583 M\$ et de 3 876 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement. Les deux périodes comprenaient également un produit de 418 M\$ tiré de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite et des dividendes de 45 M\$ tirés de notre participation dans LSEG. Ces entrées de trésorerie ont été en partie contrebalancées par l'impôt payé sur la vente des actions de LSEG et de certaines entreprises, de 252 M\$ et de 270 M\$, des dépenses d'investissement de 127 M\$ et de 267 M\$ et des dépenses d'acquisition de 33 M\$ et de 523 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement. Les dépenses d'acquisition au cours du semestre ont porté principalement sur l'acquisition, en janvier 2023, de SurePrep, fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale.

Activités de financement. En 2024, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement comprenaient des paiements nets de 703 M\$ et de 139 M\$ aux termes de notre programme de papier commercial, des paiements de dividendes de 235 M\$ et de 472 M\$ à nos porteurs d'actions ordinaires et des rachats d'actions de 287 M\$ et de 639 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement. Le semestre comprenait également des montants de 384 M\$ pour l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires de Pagero et de 48 M\$ pour le remboursement de l'encours de la dette de Pagero.

En 2023, les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement pour les deux périodes tenaient compte de redistributions à nos actionnaires de 2 045 M\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital et de regroupement d'actions. Les résultats du deuxième trimestre comprenaient également le versement de dividendes de 230 M\$ à nos actionnaires ordinaires, tandis que ceux du semestre comprennent le versement de dividendes de 454 M\$ et des rachats d'actions de 718 M\$. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par des emprunts aux termes de notre programme de papier commercial de 1 132 M\$ et de 771 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre, respectivement. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes », « Rachats d'actions » et « Remboursement de capital et regroupement d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 juin 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient supérieurs aux montants inscrits au 31 décembre 2023, en raison surtout du produit net de la vente des 16,0 millions d'actions restantes de LSEG.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont diminué au deuxième trimestre, car l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation a été plus que compensée par la hausse des dépenses d'investissement et la baisse des entrées de trésorerie provenant des autres activités d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté au cours du semestre, car la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation a plus que compensé l'accroissement des dépenses d'investissement et le recul des entrées de trésorerie provenant des autres activités d'investissement. Les autres activités d'investissement pour le premier semestre de 2023 comprenaient le produit de la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 30 juin 2024 (130 M\$ au 31 décembre 2023). Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 900 M\$ au deuxième trimestre de 2024.
 - **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's, S&P ou Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit augmenteraient, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.
- Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes également tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2024, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.
- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis aucune obligation ni effectué aucun remboursement sur notre emprunt à terme au cours du premier semestre de 2024. En juin 2024, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 19 juillet 2026. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
 - **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En mai 2024, S&P Global Ratings a augmenté sa notation à l'égard de notre dette à long terme, la faisant passer de BBB à BBB+.

Le tableau suivant indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dettes à long terme	Baa1	BBB+	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2024, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,20 \$ par action, du taux de dividende annualisé, qui a été porté à 2,16 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2024). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes. Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous, au deuxième trimestre de 2023, nous avons interrompu de façon temporaire notre RRD avant la conclusion de l'opération de remboursement de capital et nous avons versé ces dividendes en trésorerie. Le RRD a repris une fois l'opération de remboursement de capital terminée. Se reporter au paragraphe « Remboursement de capital et regroupement d'actions » pour de plus amples renseignements.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2024	2023	2024	2023
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,54 \$	0,49 \$	1,08 \$	0,98 \$
Dividendes déclarés	243	230	487	462
Dividendes réinvestis	(8)	-	(15)	(8)
Dividendes versés	235	230	472	454

- **Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** À l'occasion, nous rachetons des actions (et les annulons ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de gestion du capital. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires. En mai 2024, nous avons exécuté le rachat. Nos rachats d'actions sont généralement effectués aux termes d'une offre de rachat. Dans le cadre du programme de rachat, les actions ont été rachetées aux termes d'une offre de rachat renouvelée, qui a été approuvée par la TSX et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires peuvent être rachetées entre le 3 novembre 2023 et le 2 novembre 2024. La société peut racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés ou de contrats de programmes de rachat d'actions si, dans l'avenir, la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	287	-	639	718
Nombre d'actions rachetées (en millions)	1,8	-	4,1	6,0
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	161,32 \$	-	156,92 \$	120,10 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements significatifs nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

- **Remboursement de capital et regroupement d'actions.** En juin 2023, nous avons remboursé à nos actionnaires un montant d'environ 2,0 G\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital, qui a été financée au moyen du produit tiré de la cession des actions détenues dans LSEG. L'opération a consisté en une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et en un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, à raison de 1 action avant regroupement pour 0,963957 action après regroupement. Les actionnaires assujettis à l'impôt dans un autre territoire que le Canada ont eu la possibilité de se retirer de l'opération. Le regroupement d'actions a été proportionnel à la distribution en trésorerie et le ratio de regroupement des actions a été fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la NYSE pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le 23 juin 2023, soit la date d'entrée en vigueur de l'opération de remboursement de capital. Woodbridge, notre principal actionnaire, a pris part à l'opération. Par suite du regroupement d'actions, le nombre d'actions ordinaires en circulation de la société a diminué de 15,8 millions.

Situation financière

Le total de notre actif de 18,4 G\$ au 30 juin 2024 n'a pratiquement pas changé par rapport au total de l'actif de 18,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 30 juin 2024, nos passifs courants excédaient nos actifs courants principalement puisqu'ils comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Par conséquent, nous inscrivons habituellement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023
Dette nette¹⁾	1 693	2 207
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté¹⁾	2 791	2 678
Dette nette/BAIIA ajusté¹⁾	0,6:1	0,8:1

1) Ces montants correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS et des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était bien inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. La dette nette a diminué en raison de l'augmentation de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie et du remboursement du papier commercial (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Au 30 juin 2024, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,1 G\$.

Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2024, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme de 3,1 G\$ était d'environ huit ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2023. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours du semestre clos le 30 juin 2024.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements selon l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante des montants que nous avons provisionnés. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition produits par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. Nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que nous sommes d'avis que notre position est justifiée par la loi, nous comptons la défendre vigoureusement et continuerons de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Nous ne pensons pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble. Les paiements que nous effectuons ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis de cotisation, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans nos états financiers.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2023, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

En février 2024, nous avons communiqué nos perspectives financières pour l'exercice. En mai 2024, nous avons légèrement revu à la hausse nos perspectives en ce qui a trait à la croissance du total des produits des activités ordinaires et à la croissance interne des produits des activités ordinaires. En août 2024, nous avons à nouveau légèrement revu à la hausse nos perspectives pour 2024 en ce qui a trait à la croissance du total des produits des activités ordinaires et à la croissance interne des produits des activités ordinaires pour l'ensemble de la société et nos 3 grands secteurs afin de refléter la tranche supérieure des fourchettes que nous avons fournies dans nos perspectives du mois de mai. Cette mise à jour rend compte de l'excellente performance de nos activités au cours du premier semestre de 2024. En outre, nous avons ajusté nos prévisions en fonction des éléments suivants :

- Nous avons reclassé un montant de 15 M\$ au titre de l'amortissement des logiciels développés en interne dans l'amortissement des logiciels acquis afin de tenir compte de la répartition comptable du prix de l'acquisition de Pagero. Les perspectives globales en matière de dotation aux amortissements des logiciels demeurent inchangées.
- Nous avons revu à la baisse notre prévision de charges d'intérêts, la faisant passer d'une fourchette de 150 M\$ à 170 M\$ à une fourchette de 125 M\$ à 145 M\$, ce qui reflète la conclusion plus hâtive que prévu de la monétisation de LSEG et l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos soldes de trésorerie.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives révisées pour l'exercice 2024 ainsi que les résultats réels pour l'exercice 2023, qui comprennent les mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives pour 2024 :

- présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2023;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des autres acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures.

Nous croyons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance prévue de nos activités.

Nous continuons d'exercer nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale, entre autres facteurs, pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2023	Perspectives pour 2024 8 février 2024	Perspectives pour 2024 2 mai 2024	Perspectives pour 2024 1 ^{er} août 2024
Croissance des produits des activités ordinaires	3 %	Environ 6,5 %	Environ 6,5 % - 7,0 %	Environ 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	6 %	<i>Environ 6,0 %</i>	<i>Environ 6,0 % - 6,5 %</i>	<i>Environ 6,5 %</i>
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	39,3 %	Environ 38 %	Inchangé	Inchangé
Charges liées au siège social	115 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Inchangé	Inchangé
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	1,9 G\$	Environ 1,8 G\$	Inchangé	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ¹⁾	7,8 %	Environ 8,5 %	Inchangé	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels	628 M\$	Entre 730 M\$ et 750 M\$	Inchangé	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels développés en interne	556 M\$	Entre 595 M\$ et 615 M\$	Inchangé	Entre 580 M\$ et 600 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	72 M\$	Environ 135 M\$	Inchangé	Environ 150 M\$
Charge d'intérêts ²⁾	164 M\$	Entre 150 M\$ et 170 M\$	Inchangé	Entre 125 M\$ et 145 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté ¹⁾	16,5 %	Environ 18 %	Inchangé	Inchangé

3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2023	Perspectives pour 2024 8 février 2024	Perspectives pour 2024 2 mai 2024	Perspectives pour 2024 1 ^{er} août 2024
Croissance des produits des activités ordinaires	3 %	Environ 8,0 %	Environ 8,0 % - 8,5 %	Environ 8,5 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	7 %	Environ 7,5 %	Environ 7,5 % - 8,0 %	Environ 8,0 %
Marge du BAIIA ajusté	43,8 %	Environ 43 %	Inchangé	Inchangé

- 1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.
- 2) Les chiffres réels pour 2023 ne tiennent pas compte de l'incidence favorable d'intérêts d'un montant de 12 M\$ liés à la reprise de provisions pour impôt, qui est retranché du résultat ajusté.

Nous prévoyons que le taux de croissance interne des produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre de 2024 sera d'environ 6 % et la marge du BAIIA ajusté, d'environ 34 %. Nous prévoyons que le troisième trimestre sera le point le plus bas de notre marge en 2024, alors que nos dépenses d'investissement augmentent au cours de ce trimestre de l'exercice où nos produits sont habituellement les plus faibles.

Le tableau qui suit présente un sommaire des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, et à composer avec les nouveautés dans ces domaines, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- L'instabilité géopolitique actuelle et l'incertitude concernant les taux d'intérêt et l'inflation continuent d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de l'une ou l'autre de ces conditions, ou d'une combinaison de celles-ci, pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale et entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'incertitude concernant le régime juridique et réglementaire en ce qui a trait à l'IA. La législation future éventuelle pourrait rendre plus difficile nos activités commerciales utilisant l'IA, donner lieu à des amendes ou à des pénalités réglementaires, nous obliger à changer notre gamme de produits ou nos pratiques commerciales ou encore nous empêcher d'utiliser l'IA ou limiter l'utilisation que nous pouvons en faire. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les coûts d'intégration liés aux récentes acquisitions réduiront les marges.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8,5 % des produits des activités ordinaires en 2024.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2024 aux taux d'impôt s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2023. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il y aura des profits significatifs qui empêcheront l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne sera de l'ordre de 580 M\$ à 600 M\$ en 2024. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 125 M\$ à 145 M\$ en 2024.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels développés en interne et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 31 juillet 2024, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 70 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec YPL

Au premier semestre de 2024, nous avons reçu des dividendes d'un montant de 1,8 G\$ de YPL liés à la vente des actions restantes de LSEG que nous détenons indirectement. Se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation » et « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2024. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2023 figurant dans notre rapport annuel 2023, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2023 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important ne s'est produit entre le 30 juin 2024 et la date du présent rapport de gestion.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2023, lequel figure dans notre rapport annuel 2023. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2023, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 pour des informations au sujet des plus récentes prises de position comptables.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2023, lequel figure dans notre rapport annuel 2023. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2023, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que nous suivions de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2024 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 31 juillet 2024, 449 712 611 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 270 842 options sur actions et un total de 1 438 660 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation restreinte liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2023 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse [sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca)) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse [sec.gov](https://www.sec.gov).

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, ainsi que les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, son objectif de redistribuer au moins 75 % des flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son objectif de dégager un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps, les attentes de la société quant au remboursement des montants versés à HMRC, l'intention de la société quant à l'utilisation de reports prospectifs de pertes fiscales et d'autres avantages fiscaux, d'autres attentes concernant les priorités stratégiques, les initiatives et possibilités de la société, ainsi que ses liquidités et ressources en capital. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités, l'exploitation et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2023 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Bien que nous ayons toujours exclu l'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises autres que les logiciels du résultat ajusté et du résultat ajusté par action, cette modification nous permet d'harmoniser le traitement de l'amortissement de toutes nos immobilisations incorporelles acquises. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour en assurer la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité du capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises (autres immobilisations incorporelles identifiables et logiciels acquis), des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte par action attribuable aux actionnaires.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les éléments ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction du taux effectif estimé pour l'exercice dans son ensemble. Le bénéfice ou la perte conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi au taux d'impôt effectif estimé de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.	Procure une base permettant l'analyse du taux d'impôt effectif associé au résultat ajusté. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	Produit (charge) d'impôt

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ». Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes » ou compte non tenu de l'effet du change), qui est déterminé en convertissant les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conformes aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions uniquement pour la période de l'exercice considéré où nous avons détenu l'entreprise, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	L'information sur les 3 grands secteurs comprend environ 80 % des produits des activités ordinaires et représente l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2024 et 2023 et l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2024	2023	2024	2023	2023
Bénéfice lié aux activités poursuivies	844	889	1 308	1 626	2 646
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Produit (charge) d'impôt	(402)	219	(335)	415	417
Autres (produits) charges financiers	(2)	102	(24)	192	192
Charge d'intérêts, montant net	36	34	76	89	152
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	23	23	48	48	97
Dotation aux amortissements des logiciels	154	127	307	245	512
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	29	29	57	59	116
BAIIA	682	1 423	1 437	2 674	4 132
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(61)	(419)	(53)	(989)	(1 075)
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	29	(347)	70	(364)	(397)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(4)	5	(2)	18	18
BAIIA ajusté	646	662	1 452	1 339	2 678
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(148)	(125)	(282)	(246)	(532)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	498	537	1 170	1 093	2 146
Marge du BAIIA ajusté	37,1 %	40,1 %	40,0 %	39,4 %	39,3 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	28,6 %	32,6 %	32,2 %	32,2 %	31,5 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023	2023
Dépenses d'investissement	152	127	297	267	544
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(4)	(2)	(15)	(21)	(12)
Dépenses d'investissement à payer	148	125	282	246	532
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	7,8 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2024	2023	2024	2023	2023
Bénéfice net	841	894	1 319	1 650	2 695
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(4)	5	(2)	18	18
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	37	20	75	27	72
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	23	23	48	48	97
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	29	(347)	70	(364)	(397)
Avantage lié à l'intérêt ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	—	—	—	—	(12)
Autres (produits) charges financiers	(2)	102	(24)	192	192
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(61)	(419)	(53)	(989)	(1 075)
Impôt sur les éléments ci-dessus ³⁾	(8)	148	(40)	258	265
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	(470)	(2)	(481)	(2)	(172)
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	3	(5)	(11)	(24)	(49)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires³⁾	(1)	(5)	(10)	(3)	—
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(2)	(2)	(3)	(3)	(5)
Résultat ajusté⁴⁾	385	412	888	808	1 629
Résultat ajusté par action⁴⁾	0,85 \$	0,88 \$	1,97 \$	1,71 \$	3,51 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	450,9	470,4	451,9	472,5	464,0

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

2) Reprise de provisions fiscales et de provisions pour intérêt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.

3) Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2024 et 2023, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – (Produit) charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

4) L'incidence des participations ne donnant pas le contrôle sur le résultat ajusté, qui ne s'applique qu'au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2024, a été négligeable.

Rapprochement du taux d'impôt effectif et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2023
Résultat ajusté	1 629
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	5
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	324
Résultat ajusté avant impôt	1 958
Charge d'impôt conforme aux IFRS	417
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	17
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(253)
Autres produits financiers	31
Autres profits d'exploitation, montant net	(81)
Autres éléments	(1)
Total partiel – impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	(265)
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	172
Total – Déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	(93)
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	324
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	16,5 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023	2023
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	705	695	1 137	962	2 341
Dépenses d'investissement	(152)	(127)	(297)	(267)	(544)
Autres activités d'investissement	6	45	6	68	137
Paievements au titre du capital des contrats de location	(16)	(15)	(31)	(31)	(58)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(2)	(2)	(3)	(3)	(5)
Flux de trésorerie disponibles	541	596	812	729	1 871

Rapprochement de la dette nette et du ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023
Dette courante	1 264	372
Dette à long terme	1 846	2 905
Total de la dette	3 110	3 277
Swaps	(31)	(65)
Total de la dette après déduction des swaps	3 079	3 212
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	7	2
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 086	3 214
Déduire : coûts de transaction, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	24	26
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	265	265
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(1 682)	(1 298)
Dette nette	1 693	2 207
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté	2 791	2 678
Dette nette/BAIIA ajusté	0,6:1	0,8:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant à 100 M\$ au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de la société.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
	2024	2023	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	727	705	3 %	-	3 %	(4) %	7 %
Grandes sociétés	442	392	13 %	-	13 %	5 %	8 %
Fiscalité et comptabilité	250	229	9 %	(3) %	12 %	1 %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 419	1 326	7 %	(1) %	8 %	(1) %	8 %
Reuters News	205	194	6 %	(1) %	7 %	3 %	4 %
Publications mondiales	123	133	(8) %	(1) %	(7) %	-	(7) %
Éliminations/arrondissement	(7)	(6)					
Total des produits des activités ordinaires	1 740	1 647	6 %	(1) %	6 %	-	6 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	702	667	5 %	-	5 %	(2) %	8 %
Grandes sociétés	382	340	12 %	-	13 %	3 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	179	167	7 %	(3) %	10 %	-	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 263	1 174	7 %	(1) %	8 %	-	9 %
Reuters News	164	155	6 %	(1) %	7 %	3 %	4 %
Éliminations/arrondissement	(7)	(6)					
Total des produits récurrents	1 420	1 323	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	25	38	(34) %	-	(33) %	(36) %	3 %
Grandes sociétés	60	52	16 %	(1) %	17 %	16 %	1 %
Fiscalité et comptabilité	71	62	15 %	(1) %	16 %	5 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	156	152	3 %	(1) %	4 %	(2) %	5 %
Reuters News	41	39	6 %	(1) %	7 %	4 %	2 %
Total des produits tirés des transactions	197	191	4 %	(1) %	4 %	-	5 %

Semestres clos les 30 juin							
(en millions de dollars américains)	Variation						
	2024	2023	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 448	1 419	2 %	-	2 %	(5) %	7 %
Grandes sociétés	949	827	15 %	-	15 %	5 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	578	511	13 %	(2) %	15 %	2 %	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 975	2 757	8 %	-	8 %	(1) %	9 %
Reuters News	415	369	13 %	(1) %	13 %	3 %	10 %
Publications mondiales	247	271	(9) %	-	(9) %	-	(9) %
Éliminations/arrondissement	(12)	(12)					
Total des produits des activités ordinaires	3 625	3 385	7 %	-	7 %	-	8 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 400	1 339	5 %	-	5 %	(3) %	8 %
Grandes sociétés	752	666	13 %	-	13 %	3 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	378	343	10 %	(2) %	12 %	-	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 530	2 348	8 %	-	8 %	(1) %	9 %
Reuters News	328	310	6 %	(1) %	7 %	3 %	4 %
Éliminations/arrondissement	(12)	(12)					
Total des produits récurrents	2 846	2 646	8 %	-	8 %	(1) %	8 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	48	80	(40) %	(1) %	(39) %	(43) %	3 %
Grandes sociétés	197	161	23 %	-	23 %	12 %	11 %
Fiscalité et comptabilité	200	168	19 %	(1) %	20 %	7 %	13 %
3 grands secteurs pris collectivement	445	409	9 %	(1) %	10 %	(1) %	11 %
Reuters News	87	59	48 %	(1) %	49 %	8 %	41 %
Total des produits tirés des transactions	532	468	14 %	(1) %	15 %	-	15 %

Exercices clos les 31 décembre							
(en millions de dollars américains)	Variation						
	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 807	2 803	-	-	-	(6) %	6 %
Grandes sociétés	1 620	1 536	5 %	-	5 %	(2) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	1 058	986	7 %	(2) %	9 %	(1) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 485	5 325	3 %	-	4 %	(4) %	7 %
Reuters News	769	733	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Publications mondiales	562	592	(5) %	(1) %	(4) %	(1) %	(3) %
Éliminations/arrondissement	(22)	(23)					
Total des produits des activités ordinaires	6 794	6 627	3 %	-	3 %	(3) %	6 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	327	345	(5) %	1 %	(6) %
Grandes sociétés	163	163	-	-	-
Fiscalité et comptabilité	91	89	3 %	(2) %	5 %
3 grands secteurs pris collectivement	581	597	(3) %	-	(3) %
Reuters News	51	45	13 %	-	14 %
Publications mondiales	43	53	(18) %	-	(18) %
Charges liées au siège social	(29)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	646	662	(2) %	-	(2) %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	45,0 %	48,9 %	(390) pb	50 pb	(440) pb
Grandes sociétés	36,8 %	41,6 %	(480) pb	20 pb	(500) pb
Fiscalité et comptabilité	36,8 %	38,5 %	(170) pb	20 pb	(190) pb
3 grands secteurs pris collectivement	41,0 %	44,9 %	(390) pb	40 pb	(430) pb
Reuters News	24,8 %	23,1 %	170 pb	30 pb	140 pb
Publications mondiales	35,2 %	39,7 %	(450) pb	-	(450) pb
Marge du BAIIA ajusté	37,1 %	40,1 %	(300) pb	30 pb	(330) pb
Charges d'exploitation	1 090	990	10 %	(2) %	12 %
Résultat ajusté par action	0,85 \$	0,88 \$	(3) %	1 %	(5) %

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Semestres clos les 30 juin				
	2024	2023	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	669	663	1 %	-	1 %
Grandes sociétés	356	317	12 %	1 %	12 %
Fiscalité et comptabilité	272	238	14 %	(1) %	16 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 297	1 218	7 %	-	7 %
Reuters News	111	74	50 %	(2) %	51 %
Publications mondiales	90	103	(12) %	-	(12) %
Charges liées au siège social	(46)	(56)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	1 452	1 339	8 %	-	8 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	46,2 %	46,7 %	(50) pb	10 pb	(60) pb
Grandes sociétés	37,3 %	38,2 %	(90) pb	10 pb	(100) pb
Fiscalité et comptabilité	47,1 %	45,7 %	140 pb	-	140 pb
3 grands secteurs pris collectivement	43,5 %	44,0 %	(50) pb	-	(50) pb
Reuters News	26,6 %	20,0 %	660 pb	-	660 pb
Publications mondiales	36,7 %	38,1 %	(140) pb	10 pb	(150) pb
Marge du BAIIA ajusté	40,0 %	39,4 %	60 pb	20 pb	40 pb
Charges d'exploitation	2 171	2 064	5 %	(1) %	6 %
Résultat ajusté par action	1,97 \$	1,71 \$	15 %	1 %	15 %

BAIIA ajusté et marges connexes des 3 grands secteurs et consolidés

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 299
Grandes sociétés	619
Fiscalité et comptabilité	490
3 grands secteurs pris collectivement	2 408
Reuters News	172
Publications mondiales	213
Charges liées au siège social	(115)
BAIIA ajusté	2 678
3 grands secteurs pris collectivement	
BAIIA ajusté	2 408
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 15 M\$ liés aux produits différés acquis	5 500
Marge du BAIIA ajusté	43,8 %
Résultats consolidés	
BAIIA ajusté	2 678
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 16 M\$ liés aux produits différés acquis	6 810
Marge du BAIIA ajusté	39,3 %

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Le tableau ci-après présente un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

	Trimestre clos le 30 juin 2024				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	727	-	727	327	45,0 %
Grandes sociétés	442	2	444	163	36,8 %
Fiscalité et comptabilité	250	-	250	91	36,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 419	2	1 421	581	41,0 %
Reuters News	205	-	205	51	24,8 %
Publications mondiales	123	-	123	43	35,2 %
Éliminations/arrondissement	(7)	-	(7)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(29)	s. o.
Totaux consolidés	1 740	2	1 742	646	37,1 %

Semestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	1 448	-	1 448	669	46,2 %
Grandes sociétés	949	5	954	356	37,3 %
Fiscalité et comptabilité	578	-	578	272	47,1 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 975	5	2 980	1 297	43,5 %
Reuters News	415	1	416	111	26,6 %
Publications mondiales	247	-	247	90	36,7 %
Éliminations/arrondissement	(12)	-	(12)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(46)	s. o.
Totaux consolidés	3 625	6	3 631	1 452	40,0 %

Trimestre clos le 30 juin 2023					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	705	-	705	345	48,9 %
Grandes sociétés	392	1	393	163	41,6 %
Fiscalité et comptabilité	229	3	232	89	38,5 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 326	4	1 330	597	44,9 %
Reuters News	194	-	194	45	23,1 %
Publications mondiales	133	-	133	53	39,7 %
Éliminations/arrondissement	(6)	-	(6)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(33)	s. o.
Totaux consolidés	1 647	4	1 651	662	40,1 %

Semestre clos le 30 juin 2023

Semestre clos le 30 juin 2020					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	1 419	-	1 419	663	46,7 %
Grandes sociétés	827	3	830	317	38,2 %
Fiscalité et comptabilité	511	10	521	238	45,7 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 757	13	2 770	1 218	44,0 %
Reuters News	369	-	369	74	20,0 %
Publications mondiales	271	-	271	103	38,1 %
Éliminations/arrondissement	(12)	-	(12)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(56)	s. o.
Totaux consolidés	3 385	13	3 398	1 339	39,4 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

	Trimestres clos les							
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022
Produits des activités ordinaires	1 740	1 885	1 815	1 594	1 647	1 738	1 765	1 574
Bénéfice d'exploitation	415	557	558	441	825	508	631	398
Bénéfice lié aux activités poursuivies	844	464	650	370	889	737	179	265
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(3)	14	28	(3)	5	19	39	(37)
Bénéfice net	841	478	678	367	894	756	218	228
Bénéfice (perte) attribuable aux :								
Actionnaires ordinaires	841	481	678	367	894	756	218	228
Participations ne donnant pas le contrôle	-	(3)	-	-	-	-	-	-
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$	1,56 \$	0,37 \$	0,55 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01	0,04	0,08	(0,08)
	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$	1,60 \$	0,45 \$	0,47 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$	1,55 \$	0,37 \$	0,55 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01	0,04	0,08	(0,08)
	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$	1,59 \$	0,45 \$	0,47 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au troisième et au quatrième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les cessions ont eu un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires durant l'exercice 2023 de même qu'aux deux premiers trimestres de 2024, en dépit de l'apport des acquisitions récentes.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier. En effet, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes, notre rentabilité s'accroît généralement avec l'augmentation de nos produits des activités ordinaires. Lorsque nos produits diminuent, notre rentabilité est habituellement affectée. Les résultats du deuxième trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 incluent des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires. En 2022, les coûts liés au programme de transformation, terminé à la fin de 2022, ont influé sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice net – Notre bénéfice net a été considérablement influencé par notre ancienne participation dans LSEG pour certaines périodes. Le résultat net du premier, du deuxième et du quatrième trimestres de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que celui du troisième trimestre de 2023 rend compte d'une diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Bien que le résultat net du troisième trimestre de 2022 reflète également une baisse importante de la valeur de notre participation dans LSEG, cette baisse est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar américain par rapport à la livre sterling, dont l'incidence a été atténuée par des profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui était libellée en livres sterling. Les résultats du deuxième trimestre de 2024 comprennent un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à une nouvelle législation fiscale promulguée au Canada.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ou aucune activité commerciale qui lui est propre. Si TR Finance LLC venait à émettre des titres d'emprunt, TR Finance LLC prévoit que le produit sera prêté aux filiales garantes et (ou) aux filiales américaines qui sont des actionnaires directs ou indirects des filiales garantes. TR Finance LLC prévoit être en mesure de payer des intérêts, des primes et des charges d'exploitation et de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette au moyen des produits d'intérêts sur les prêts consentis à des sociétés affiliées, et pourra également compter sur le financement tiré des garanties fournies par les filiales garantes et Thomson Reuters Corporation. Toutefois, la capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra de la capacité des filiales garantes et (ou) des autres filiales américaines de payer l'intérêt et de s'acquitter des obligations au titre de la dette aux termes des prêts consentis aux sociétés affiliées et du soutien financier des filiales garantes et de Thomson Reuters Corporation. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'information à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, nos états financiers consolidés annuels de 2023, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2023, qui figure dans notre rapport annuel 2023.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	477	1 426	(163)	1 740
Charges d'exploitation	(4)	-	(338)	(911)	163	(1 090)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(9)	(20)	-	(29)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(150)	-	(154)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(10)	(13)	-	(23)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	(22)	(7)	-	(29)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(4)	-	94	325	-	415
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(35)	-	-	(1)	-	(36)
Autres (charges) produits financiers	(69)	-	-	71	-	2
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	30	-	(15)	(15)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(78)	-	79	380	-	381
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	61	-	61
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	704	-	-	59	(763)	-
Produit (charge) d'impôt	215	-	(20)	207	-	402
Bénéfice lié aux activités poursuivies	841	-	59	707	(763)	844
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(3)	-	(3)
Bénéfice net	841	-	59	704	(763)	841
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	841	-	59	704	(763)	841
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	508	1 283	(144)	1 647
Charges d'exploitation	(6)	-	(327)	(801)	144	(990)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(10)	(19)	-	(29)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(123)	-	(127)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(11)	(12)	-	(23)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	348	-	347
(Perte) bénéfice d'exploitation	(6)	-	155	676	-	825
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(48)	-	5	9	-	(34)
Autres (charges) produits financiers	(23)	-	1	(80)	-	(102)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	42	-	(12)	(30)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(35)	-	149	575	-	689
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	419	-	419
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	929	-	71	133	(1 133)	-
Charge d'impôt	-	-	(16)	(203)	-	(219)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	894	-	204	924	(1 133)	889
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	5	-	5
Bénéfice net	894	-	204	929	(1 133)	894
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	894	-	204	929	(1 133)	894
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Semestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 036	2 928	(339)	3 625
Charges d'exploitation	(9)	-	(753)	(1 748)	339	(2 171)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(18)	(39)	-	(57)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(8)	(299)	-	(307)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(20)	(28)	-	(48)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	(27)	(43)	-	(70)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(9)	-	210	771	-	972
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(73)	-	1	(4)	-	(76)
Autres (charges) produits financiers	(89)	-	1	112	-	24
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	60	-	(30)	(30)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(111)	-	182	849	-	920
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	53	-	53
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	1 215	-	(1)	138	(1 352)	-
Produit (charge) d'impôt	215	-	(44)	164	-	335
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 319	-	137	1 204	(1 352)	1 308
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	11	-	11
Bénéfice net	1 319	-	137	1 215	(1 352)	1 319
Bénéfice (perte) attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	1 319	-	137	1 218	(1 352)	1 322
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(3)	-	(3)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars américains)	Semestre clos le 30 juin 2023					
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 077	2 636	(328)	3 385
Charges d'exploitation	(6)	-	(760)	(1 626)	328	(2 064)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(21)	(38)	-	(59)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(9)	(236)	-	(245)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(23)	(25)	-	(48)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	23	-	(5)	346	-	364
Bénéfice d'exploitation	17	-	259	1 057	-	1 333
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(99)	-	4	6	-	(89)
Autres (charges) produits financiers	(26)	-	1	(167)	-	(192)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	108	-	(24)	(84)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	240	812	-	1 052
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	989	-	989
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 650	-	68	201	(1 919)	-
Charge d'impôt	-	-	(39)	(376)	-	(415)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 650	-	269	1 626	(1 919)	1 626
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	24	-	24
Bénéfice net	1 650	-	269	1 650	(1 919)	1 650
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	1 650	-	269	1 650	(1 919)	1 650
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	30 juin 2024					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	-	320	1 353	-	1 682
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	246	847	-	1 093
Créances d'exploitation intragroupe	2 707	-	369	3 437	(6 513)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	12	-	17
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	236	238	-	474
Actifs courants	2 716	-	1 176	5 887	(6 513)	3 266
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	200	236	-	436
Logiciels, montant net	-	-	39	1 434	-	1 473
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 001	2 183	-	3 184
Goodwill	-	-	3 796	3 502	-	7 298
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	230	-	230
Autres actifs financiers	98	-	3	318	-	419
Autres actifs non courants	-	-	110	510	-	620
Créances d'exploitation intragroupe	109	-	2	777	(888)	-
Placements dans des filiales	14 637	-	496	4 005	(19 138)	-
Actifs d'impôt différé	214	-	-	1 238	-	1 452
Total de l'actif	17 774	-	6 823	20 320	(26 539)	18 378
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	1 264	-	-	-	-	1 264
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	54	-	352	621	-	1 027
Passif d'impôt exigible	-	-	-	325	-	325
Produits différés	-	-	411	613	-	1 024
Dettes d'exploitation intragroupe	2 992	-	445	3 076	(6 513)	-
Autres passifs financiers	-	-	12	76	-	88
Passifs courants	4 310	-	1 220	4 711	(6 513)	3 728
Dette à long terme	1 846	-	-	-	-	1 846
Provisions et autres passifs non courants	2	-	5	671	-	678
Autres passifs financiers	-	-	82	165	-	247
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	110	(888)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	237	26	-	263
Total du passif	6 158	-	2 322	5 683	(7 401)	6 762
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 616	-	4 501	14 637	(19 138)	11 616
Total du passif et des capitaux propres	17 774	-	6 823	20 320	(26 539)	18 378

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2023					
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	-	182	1 092	-	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	276	846	-	1 122
Créances d'exploitation intragroupe	2 666	-	465	3 402	(6 533)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	60	-	66
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	212	223	-	435
Actifs courants	2 690	-	1 141	5 623	(6 533)	2 921
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	200	247	-	447
Logiciels, montant net	-	-	49	1 187	-	1 236
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 021	2 144	-	3 165
Goodwill	-	-	3 803	2 916	-	6 719
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	2 030	-	2 030
Autres actifs financiers	116	-	6	322	-	444
Autres actifs non courants	-	-	116	502	-	618
Créances d'exploitation intragroupe	188	-	2	778	(968)	-
Placements dans des filiales	14 572	-	489	3 943	(19 004)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 104	-	1 104
Total de l'actif	17 566	-	6 827	20 796	(26 505)	18 684
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	372	-	-	-	-	372
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	55	-	317	742	-	1 114
Passif d'impôt exigible	-	-	-	248	-	248
Produits différés	-	-	337	655	-	992
Dettes d'exploitation intragroupe	2 768	-	634	3 131	(6 533)	-
Autres passifs financiers	400	-	15	92	-	507
Passifs courants	3 595	-	1 303	4 868	(6 533)	3 233
Dette à long terme	2 905	-	-	-	-	2 905
Provisions et autres passifs non courants	2	-	6	684	-	692
Autres passifs financiers	-	-	76	161	-	237
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	190	(968)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	232	321	-	553
Total du passif	6 502	-	2 395	6 224	(7 501)	7 620
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 064	-	4 432	14 572	(19 004)	11 064
Total du passif et des capitaux propres	17 566	-	6 827	20 796	(26 505)	18 684